

**Nations unies - Colombie -  
Intervention de la représentante  
permanente adjointe de la France  
auprès des Nations unies - Conseil  
de sécurité**

(New York, 10 octobre 2018)

Monsieur le Président,

Je tiens d'abord à remercier chaleureusement le représentant spécial du Secrétaire général, M. Jean Arnault, pour sa présentation éclairante du travail remarquable mené par la mission de vérification en Colombie. Je souhaite également la bienvenue au ministre des affaires étrangères colombien, M. Carlos Holmes Trujillo, qui participe pour la première fois à une séance publique du Conseil sur la Colombie depuis l'investiture du nouveau président colombien, M. Duque, au mois d'août dernier.

Monsieur le Président,

La mise en oeuvre de l'accord de paix historique entre le gouvernement colombien et les FARC entre désormais dans une nouvelle phase. En effet, après l'alternance politique qu'a connue la Colombie à l'issue des élections législatives et présidentielles, dont nous avons déjà eu l'occasion de saluer l'organisation, il appartient aux nouvelles autorités colombiennes de continuer à mettre en oeuvre les engagements pris dans le cadre de l'accord de paix dont plusieurs éléments, en particulier la réincorporation des anciens combattants et les garanties de sécurité, sont suivis par la mission de vérification des Nations unies. À l'instar des orateurs précédents, la France salue à ce titre la décision prise récemment par le gouvernement du président Duque de pourvoir les postes clés dans les institutions en charge de la réintégration conformément à l'accord de paix.

Dans ce contexte de changement d'administration, signe en soi - indépendamment des positions prises par les partis politiques - de la vitalité de la démocratie colombienne, je souhaiterais revenir sur trois points :

1/ Le premier porte sur la justice spéciale pour la paix, qui est le pilier de la justice transitionnelle. Cette juridiction autonome a en effet la responsabilité d'apporter des garanties aussi bien aux victimes qu'aux participants au conflit dans le cadre d'un système intégral de justice, de vérité, de réparation et de non répétition. Ce choix ambitieux des signataires de l'accord, qui a valeur pionnière et qui pourrait éventuellement être transposé ou adapté à d'autres conflits, nécessite néanmoins de laisser les magistrats mener leur travail d'instructions en toute indépendance, et surtout implique de ne pas altérer les règles de fonctionnement de cette juridiction.

Monsieur le Président,

La France a eu l'occasion à plusieurs reprises de rappeler son attachement à ce pilier de la justice transitionnelle. Je crois qu'il est important de souligner que les nouvelles autorités colombiennes, qui ont affiché leur détermination à maintenir la Colombie en paix et dans la prospérité, continuent à préserver l'indépendance de la justice spéciale pour la paix et à tout mettre en oeuvre pour renforcer le système de justice, de vérité, de réparation et de non répétition.

2/ Le deuxième point sur lequel je souhaite revenir a déjà été soulevé lors de nos précédentes réunions mais reste toujours d'actualité : il s'agit de la dégradation de la situation sécuritaire dans les anciennes zones de conflit. Cette insécurité touche les anciens combattants FARC devenus la cible de groupes criminels à la recherche d'une zone d'influence plus étendue. Elle affecte également des leaders sociaux, des défenseurs des droits de l'Homme ainsi que des militants engagés dans la substitution des cultures de coca. Les assassinats dont ils sont les victimes méritent d'être condamnés avec la plus grande fermeté.

Une amélioration de la situation sécuritaire dans les anciennes zones contrôlées par les FARC représente un défi majeur que le nouveau gouvernement colombien devra relever pour récolter les dividendes de la paix. Bien que des mesures aient été prises, la France encourage les autorités colombiennes à redoubler d'efforts afin, notamment, de déployer des services publics dans ces territoires et ainsi consolider la paix sur le long terme. Nous saluons à ce titre le "Pacte pour la vie et la protection des leaders sociaux et des défenseurs des droits de l'Homme" qui a adopté le 23 août dernier.

3/ Enfin Monsieur le Président, et ce sera mon troisième point, une mise en oeuvre réussie de l'accord de paix dépendra des succès enregistrés en matière de réintégration économique. Trop de projets lancés par des anciens combattants et générateurs de revenus n'ont pu aboutir faute de soutiens. Il est désormais crucial de mobiliser tous les services compétents de l'Etat en vue de donner aux anciens combattants l'opportunité de contribuer au développement économique de leur pays.

Parmi les clés du développement et de la réintégration, nous ne saurions trop insister sur l'accès à la terre. Des progrès dans ce domaine sont particulièrement attendus à la suite des engagements pris par l'Etat colombien car ce seront ces terres qui tourneront définitivement la page de cinquante ans de conflit et seront aussi la preuve de l'engagement des anciens combattants de mettre en valeur leur pays.

Monsieur le Président,

Le peuple colombien et son nouveau gouvernement, représenté aujourd'hui par le ministre des Affaires étrangères, peuvent compter sur le soutien entier et fraternel de la France dans cette période de consolidation d'une paix historique.

Je vous remercie./.